

IMMIGRATION EN FRANCE

Cascade de décisions pour verrouiller davantage

La conjoncture ne pouvait pas être mieux choisie. Avec les crises financière, économique et sociale qui secouent aujourd'hui le monde, et qui inquiètent très fortement les Français touchés directement, les responsables politiques français chargés de l'immigration s'empressent de sortir une série de mesures et de dispositions promises par le candidat Sarkozy pour mener à terme sa politique d'immigration choisie, de réduction drastique du regroupement familial et de retour à l'envoyeur, moyennant quelques piécettes, de tous ceux qui cherchent à trouver dans l'Hexagone de meilleurs lieux.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Brice Hortefeux, ministre en charge de l'Immigration, était, mercredi dernier, devant la commission des finances élargie de l'Assemblée nationale, fier de ses bons résultats : le regroupement familial a régressé de moins 3,1% pour les neuf premiers mois de l'année 2008 ; les éloignements (doux euphémisme pour désigner «les expulsions» des sans-papiers) ont atteint 23 200, soit plus que les résultats de toute l'année écoulée ; l'immigration professionnelle pour les huit mois a représenté 17% du flux total des entrées en France contre 7% sur la même période de 2007. Excellents résultats, mais qui sont loin de satisfaire totalement le ministre. Il faut faire plus et pour ce faire, l'imagination ne manque pas.

D'abord pour coincer les sans-papiers, les moyens sont tout trouvés. La dénonciation en toute illégalité, aux autorités policières, de parents en situation irrégulière, venus inscrire, en toute légalité, leur enfant à l'école de la République, chargée de protéger tous les enfants, quelle que soit la

situation administrative de leurs parents.

Deuxième mesure, dont on attend des retombées plus fortes encore sur les résultats de la politique de verrou à l'immigration, un décret qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre prochain et qui rend la connaissance obligatoire de la langue française pour tous les candidats au regroupement familial. Toute demande de visa de cette nature donnera lieu à un examen «culturel et linguistique sur place», autrement dit dans le pays d'origine du candidat.

Si l'on comprend ce qu'est «l'apprentissage linguistique», celui «culturel» est, a priori plus difficile à saisir. Mais, des exemples de cet apprentissage sont cités dans ce décret, selon *Le Figaro*, qui en évoque un, pour le moins cocasse : «En France, une femme peut-elle travailler sans l'autorisation de son mari ?»

Ce type de «questions simples» comme les qualifie *Le Figaro*, seront posées à tous les candidats, sauf les plus de 65 ans et moins de 16 ans, ou encore ceux qui ont étudié au moins une année dans le supérieur en France ou fréquenté «une école franco-

phone». La mise en œuvre de ce dispositif se fera par les antennes locales de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, ANAEM, dont les antennes ne sont présentes pour l'instant qu'au Mali, au Sénégal, en Tunisie et au Maroc.

Ailleurs, les consulats français se débrouilleront pour faire exécuter cette trouvaille.

Il y a eu, enfin, et ce n'est sûrement pas terminé, le bras de fer qu'a engagé le gouvernement avec la Cimade. Cette dernière, ou Comité intergouvernemental œcuménique d'entraide, qui intervenait, jusque-là et depuis 1984, seule dans les centres pour venir en aide aux étrangers placés en rétention et contrôler que leurs droits sont garantis, s'est heurtée à un appel d'offres lancé par le gouvernement en août dernier.

Par cet appel d'offres, et le décret du 22 août qui l'a précédé, les 27 centres de rétention administrative seront éclatés au premier janvier 2009 en 30 centres dont la gestion (information et aide) sera ouverte aux entreprises privées, en direction desquelles l'appel d'offres a été lancé.

La Cimade, qui a vu dans ces nouvelles dispositions un coup de force d'Hortefeux, a saisi le tribunal administratif de Paris qui a annulé l'appel d'offres.

Mais il reste l'essentiel, en fait le décret lui-même, qui a fait l'objet d'un recours par la Cimade auprès du Conseil d'Etat qui devra formuler son avis dans les prochains jours.

Beaucoup de mesures en très peu de temps prises par le gouvernement Sarkozy qui



Brice Hortefeux.

Photo : DR

donnent à penser que tous les maux de la France viennent des immigrés et particulièrement ceux du Sud, véritables bouches émissaires.

Comme l'explique l'historien et démographe Emmanuel Todd, «le but de l'opération apparaît bien plutôt de montrer à l'électorat du Front national qu'on pense à lui et qu'à défaut de faire du bien aux Français, on peut quand même faire du mal aux étrangers en situation irrégulière», et même à ceux qui sont installés tout à fait régulièrement, sommes-nous tentés de compléter.

K. B.-A.

PUBLICITÉ

L'Irak protégera totalement ses infrastructures pétrolières en 2012

La «police du pétrole» irakienne sera en mesure d'assurer totalement d'ici quatre ans la protection des infrastructures pétrolières du pays, cibles de nombreuses attaques depuis 2003, si elle obtient les crédits demandés, a affirmé son chef.

«Nous espérons être capables de protéger nos oléoducs en 2012 si nous bénéficions du budget nécessaire», a affirmé le général Hamid Abdallah lors d'une rencontre cette semaine avec le général américain Franck Helmick, selon un communiqué de la force multinationale publié hier.

Dépendant du ministère de l'Intérieur, cette force compte 31 000 policiers. Le général irakien souhaite la doter de 5 000 hommes supplémentaires afin qu'elle assume seule cette tâche partagée actuellement avec le ministère de la Défense, avec l'aide de la Force multinationale. «Les crédits alloués à notre police sont la question la plus importante pour pouvoir remplacer les éléments dépendant du ministère de la Défense», a-t-il dit au général Helmick, selon le communiqué militaire.

Aux termes du projet du général Abdallah, 22 bataillons de 750 hommes, soit 16 500 policiers, seront chargés exclusivement de la surveillance des oléoducs en 2012, contre dix actuellement, le reste des hommes devant assumer la protection notamment des stations services et raffineries.

La «police du pétrole» est équipée d'armes légères, de véhicules et de motos tout-terrain ainsi que de radios. Le général Abdallah souhaite obtenir des hélicoptères pour des interventions d'urgence, un meilleur matériel de communication et la construction de murs de protection en béton le long des oléoducs. Selon l'armée américaine, cette force, constituée début 2004, a permis de diminuer aujourd'hui de 90 % le nombre d'actions de sabotage commises par les insurgés et la contrebande du pétrole.

La production est de 2,5 millions de barils/jour, soit un niveau équivalent à celui d'avant l'invasion de 2003. Les exportations se montent à 1,9 million de barils/jour.

UN EX-OTAGE AUTRICHIEN LIBÉRÉ AU MALI

«On nous a traités de façon normale»

Wolfgang Ebner, l'un des deux Autrichiens libérés jeudi dans le nord du Mali, huit mois après leur enlèvement en Tunisie revendiqué par Al-Qaïda, a déclaré hier à Bamako que la détention n'avait pas été «facile du tout» mais qu'on les avait «traités de façon normale».

M. Ebner, 51 ans, a déclaré à un correspondant de l'AFP à Bamako que «les conditions de détention étaient dures, ce n'était pas facile du tout, mais on nous a traités de façon normale». Selon la radio autrichienne Ö3, M. Ebner s'est dit «simplement heureux et très reconnaissant». Il s'exprimait à la sortie d'une cérémonie organisée hier matin au palais présidentiel en son honneur et celui de sa compagne, Andrea Kloiber, 44 ans. La ministre autrichienne des Affaires étrangères, Ursula Plassnik, spécialement venue de Vienne pour les accueillir, a présenté le dénouement de l'affaire comme «un demi-miracle». La dirigeante de la diplomatie autrichienne a surtout exprimé «toute sa reconnaissance» au chef de l'Etat malien Amadou Toumani Touré et aux autorités maliennes «pour avoir rendu possible la libération des otages» et a salué «le travail d'équipe, de confiance, de ténacité» de tous ceux qui y ont participé. Le président malien a remis aux deux ex-otages deux couvertures maliennes en cadeau et s'est félicité que l'Autriche ait «demandé l'implication du Mali pour trouver une solution pacifique à ce problème». Amadou Toumani Touré a souligné «la patience, la sagesse et l'expertise» de l'ambassadeur spécial autrichien Anton Prohaska, resté huit mois au Mali pour

suivre les tractations. «Je voudrais ici dire de façon claire et précise que le Mali n'a reçu aucune somme d'argent pour une quelconque transaction financière», a déclaré Amadou Toumani Touré. Selon lui, ce sont «les efforts» des services secrets maliens et des populations, des élus, des notables qui ont permis d'obtenir cette libération. Une source proche des négociations, requérant l'anonymat, avait auparavant affirmé à l'AFP à Bamako : «Je sais qu'il y a une rançon qui a été payée (...). Mais ils (les ravisseurs) ont eu beaucoup moins qu'ils ne souhaitaient avoir.» L'enlèvement avait été revendiqué par la Branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Selon des médias autrichiens, les ravisseurs avaient d'abord exigé la libération d'islamistes détenus en Algérie et en Tunisie, avant, semble-t-il, de préférer le versement d'une rançon. Une source proche du dossier avait affirmé durant l'été qu'ils avaient demandé 5 millions d'euros, puis 2 millions.

Le couple, habitué des randonnées dans le désert, avaient été enlevé dans le sud de la Tunisie où il circulait à bord de son véhicule 4x4, puis avait été transféré dans le nord du Mali. Les autorités maliennes et autrichiennes ne se sont pas du tout exprimées sur les conditions de l'enlèvement et de la détention. Les otages ont été relâchés «à 1 000 km au nord de l'axe Kidal-Tombouctou», avait simplement indiqué vendredi une source sécuritaire malienne. Hier, après avoir passé des tests médicaux, le couple allait prendre l'avion vers l'Autriche, selon la radio Ö3. Il était attendu hier soir à Vienne ou à Salzbourg, sa ville d'origine, a indiqué le porte-parole d'Ursula Plassnik à l'agence autrichienne APA.

CONDOLÉANCES

M. Abdelmalek Guenaïzia, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, présente en son nom personnel et au nom de tous les cadres et éléments de l'Armée nationale populaire, officiers, sous-officiers, djou-noud et personnel civil assimilé, ses sincères condoléances **au Général-Major Senhadji Ahmed, secrétaire général du ministère de la Défense nationale**, suite au décès de son épouse.

Que Dieu le Tout-Puissant accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.